ALLOCUTION | NATIONS UNIES, GENÈVE

Bâtir une architecture de mise en œuvre des ODD

Prononcé aux Nations Unies, Genève

Lord JD Waverley 26 novembre 2026

Mon argument central est le suivant : le monde pourrait être tenté de répondre à la fin de ce cycle des ODD par un nouvel ensemble d'objectifs. Ce serait une erreur. Les ODD ont rempli leur mission. Ils ont donné au monde un langage commun du développement.

Ce qui leur a manqué, cependant, ce n'est pas l'ambition, mais une architecture de mise en œuvre. Les gouvernements ont pris des engagements sans les financer. Les organisations internationales ont assuré la coordination sans être jugées sur leurs résultats. Les banques de développement sont restées largement en dehors du système de redevabilité. Les entreprises ont adopté le langage de la durabilité sans en démontrer l'impact. Et lorsque la mise en œuvre échoue, personne n'en est tenu responsable. Le monde n'a pas besoin d'un nouvel ensemble d'objectifs. Il a besoin d'un système qui transforme l'ambition en résultats financés, mesurés et soumis à l'obligation de rendre des comptes.

Pour exercer une pression sur le système, je propose que notre réunion encourage les processus parlementaires partout dans le monde, par la création de groupes parlementaires consacrés aux ODD. En ce qui concerne le Royaume-Uni, un ancien collègue de l'époque où je siégeais à la Chambre des Lords, qui préside un tel groupe, est profondément attaché à nos objectifs. Je m'entretiendrai volontiers avec lui pour rallier des soutiens.

Le problème de fond est avant tout institutionnel. Le successeur des ODD après 2030 devrait être un mécanisme mondial de mise en œuvre, dans lequel chaque engagement significatif dispose d'un responsable, d'un plan de mise en œuvre, d'une proposition de financement, d'étapes clés et de preuves de performance. Ce qu'il faut, à mon sens, c'est une série calibrée d'initiatives, clairement identifiées et dotées d'un label d'approbation ODD. Les ODD doivent fixer la destination. Le monde n'a pas besoin d'une nouvelle promesse. Il a besoin d'un moyen crédible de tenir les promesses déjà faites.

> *« Le monde n'a pas besoin d'une nouvelle promesse. Il a besoin d'un moyen crédible de tenir les promesses déjà faites. »*

Je présente un plan qui, selon moi, répond à toutes ces exigences, au bénéfice d'un pays qui, autant que tout autre, mérite notre attention et en a besoin. La République

centrafricaine est un pays qui échappe au regard de la plupart des gens. C’est une erreur. Accablé par la pauvreté, la faim et la guerre civile, il est largement ignoré, alors qu’il a la taille de la France et compte cinq millions d’habitants. Quelque 2,4 millions de personnes, soit 38 % de la population, avaient besoin d’une aide humanitaire en 2025, et la réponse reste gravement sous-financée. Rien de tout cela ne rend le pays globalement sûr ni prospère. Tous les ingrédients sont toutefois réunis pour tourner une page de son histoire, ce qui pourrait devenir un modèle de changement.

La question n’est plus de savoir si la RCA peut se relever, mais qui mènera les activités concrètes qui transformeront une accalmie fragile en changement durable. C’est ici qu’intervient la Déclaration de Bangui sur les actions conjointes. Elle établira un lieu de dialogue où citoyens, gouvernement, entreprises et investisseurs siègent à la même table ; elle offrira un lieu pour la paix, où la stabilité est renforcée par des améliorations visibles de la vie quotidienne ; et elle ouvrira une porte au développement, avec une voie de relèvement et d’investissement dans chaque préfecture. Le secteur privé doit occuper le devant de la scène et agir conformément aux principes des ODD des Nations Unies, pour le bien de l’humanité.

Ainsi, nous pourrons enfin cesser d’entendre la critique universelle selon laquelle les ODD ont fait leur temps et ne sont qu’un simple lieu de palabres. La prochaine ère des ODD doit se construire avec des budgets adossés aux engagements, des institutions responsables, des banques jugées sur leur contribution au développement, des entreprises en tant que partenaires et des résultats mesurés.